



Région
PAYS DE LA LOIRE
Groupe d'élu-e-s Europe Écologie Les Verts



Écologie
Solidarité
Pays de la Loire

Communiqué de presse des groupes de la majorité régionale

En marge de la session du Conseil régional des Pays de la Loire, les groupes de la majorité ont souhaité communiquer leur soutien aux salariés de radio-France en grève.

Les stations, les salariés et les auditeurs de Radio France subissent aujourd'hui des réformes annoncées depuis plusieurs décennies mais jamais mises en œuvre.

Entre 2010 et 2014, le gouvernement de François Fillon mais aussi ceux de ses successeurs, ont revu à la hausse les objectifs de Radio France sans y mettre les moyens budgétaires nécessaires. Cette non-compensation représente un manque à gagner de 87 millions d'euros pour Radio France. En décembre, la direction du groupe a présenté un plan d'économies de 50 millions d'euros sur la période 2015-2019 qui conduirait de 300 à 380 salarié-e-s à devoir accepter un plan de départ volontaire. Ce plan d'économies serait notamment réparti entre les différentes antennes locales, avec un risque de disparition pour certaines d'entre-elles.

C'est la première fois de son histoire que le groupe présente un budget en déficit. La situation dans laquelle se trouve Radio France est principalement le résultat de choix inadaptés qui affaiblissent la mission de service public de la Maison Ronde.

Les salariés du groupe Radio France sont donc en grève depuis le 19 mars, et demandent que les économies, si elles sont nécessaires, ne se fassent pas au détriment de la masse salariale et de la qualité de la production radiophonique. Qu'ils soient journalistes, auteurs, producteurs, réalisateurs ou personnels d'entretiens, toutes et tous affirment aussi que la qualité de leurs missions de service public ne peut se faire au préjudice de leurs conditions de travail et de l'intérêt général : celui des auditeurs.

La Région des Pays de la Loire compte trois stations France Bleu : France Bleu Maine, France Bleu Loire Océan et France Bleu Mayenne, écoutées tous les jours par 200.000 auditeurs ; une micro locale à La Roche sur Yon et une station FIP Nantes. Les salarié-e-s des réseaux France Bleu sont touchés de plein fouet par ce plan d'économies. En Pays de la Loire, alors que France Bleu Loire Océan est écoutée chaque jour par plus de 130 000 auditeurs, la micro-locale vendéenne basée à La Roche-sur-Yon fermera dès le mois de juin prochain, sans assurance sur le devenir de ses 6 salarié-e-s. De plus, un programme commun aux 7 antennes locales du grand ouest sera mis en place dès septembre prochain. Cette évolution se fait sans véritable réflexion sur l'identité des radios France Bleu et leur mission de service public : la localité, l'information de proximité et des programmes qui rendent compte de la vie des territoires. C'est également une remise en cause possible du droit démocratique à la pluralité de l'information.

En conséquence, les groupes de la majorité soutiennent les salariés en grève.

Et précisent : « nous attendons de la Ministre de la Culture qu'elle veille à une issue positive de la médiation mise en place entre la Présidence de Radio-France et les salariés, tout en garantissant les missions de service public de Radio France. Ceci passe par des garanties sur les moyens qui financent ces missions. Nous demandons aussi le maintien du réseau des antennes locales de France Bleu et notamment celle de La Roche sur Yon ».

Alain GRALEPOIS, Président du Groupe socialiste, radical et républicain
Jean-Philippe MAGNEN, Président du Groupe Europe-Écologie Les Verts
Philippe DENIS, Président du Groupe communiste
Yann HÉLARY, Président du Groupe Écologie Solidarité